

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00212.txt

Wed May 20 21:17:56 2020 1

A700000020067D14600D4.34T\000=4-DD

-4DAM

-CM5 CMB 3NU 3CE 3CEU CMA CMF 2STR PR5 CMC CM4

- DIFF PR3 PR4

TD KIGALI 212

LE 9 MARS 1994

KGLI LE 09/03/94 A 09H31

URGENT

CHIFFRE DIFFUSION RESTREINTE

ORIGINE : L'AMBASSADEUR

NB : DISTRIBUTION DIRECTEURS

AD DIPLOMATIE 212

CQ ARMEES PARIS 48

CQ ADDIS ABEBA 11

CQ BUJUMBURA 48

CQ DAR ES SALAM 30

CQ KINSHASA 31

CQ WASHINGTON 35

NB : SERVIR : DAM - NU - CM5 - CMB - PR4 - PR5

TXT

CQ MINDEFENSE PARIS 55

CQ MINCOOP PARIS 94

CQ BRUXELLES 28

CQ KAMPALA 33

CQ NAIROBI 33

CQ DFRA NEW YORK 46

OBJET : ENTRETIEN AVEC LE FPR.

RESUME : L'ENTRETIEN DES REPRESENTANTS DES PAYS OBSERVATEURS, DE L'OUA ET DE L'ONU AVEC LE FPR A PERMIS DE REPRENDRE LES DISCUSSIONS SUR LE FOND, EN LAISSANT DE COTE AU MOINS POUR L'INSTANT LES MENACES MILITAIRES. IL N'EN A PAS MOINS CONFIRME L'INTRANSIGEANCE DU FRONT, QUI SE PREPARE DEJA A SOULEVER DE NOUVELLES DIFFICULTES SI LE RESULTAT DES NEGOCIATIONS ACTUELLES NE LUI CONVIENT PAS.

X X X

TEXTE : LES AMBASSADEURS D'ALLEMAGNE, DE BELGIQUE, DES ETATS-UNIS, DE FRANCE ET DE TANZANIE, LE REPRESENTANT DU SECRETAIRE GENERAL DE L'OUA ET UN CONSEILLER DE M. BOOH-BOOH SE SONT RENDUS LE 8 MARS A MULINDI POUR DES ENTRETIENS AVEC LE FPR.

LA DELEGATION DU FRONT, FORTE D'UNE DOUZAINNE DE PERSONNES, ETAIT DIRIGEE PAR SON PRESIDENT, M. KANYARENGWE, ET COMPRENAIT NOTAMMENT LES PREMIER ET DEUXIEME VICE-PRESIDENTS AINSI QUE LE GENERAL KAGAME.

LES DISCUSSIONS, QUI SE SONT DERouleES EN FRANCAIS ET EN ANGLAIS PENDANT PRES DE 4 HEURES, ONT COMMENCE PAR UN LONG EXPOSE DE M. KANYARENGWE RAPPELANT LA POSITION DU FPR TELLE QU'ELLE A ETE EXPRIMEE DANS SES RECENTS COMMUNIQUEES ET REVENANT SUR L'ENSEMBLE DES GRIEFS A L'ENCONTRE DU PRESIDENT HABYARIMANA CONFORMEMENT A LA SUGGESTION QUI AVAIT ETE FAITE PAR L'AMBASSADEUR DE TANZANIE, CES DERNIERS ONT ETE REPRIS PAR ECRIT DANS UN DOCUMENT -EN ANGLAIS- QUE J'ADRESSE AU DEPARTEMENT PAR TELECOPIE.

LES DEBATS ONT ESSENTIELLEMENT PORTES SUR LES RISQUES D'UNE REPRISE DU CONFLIT ET SUR LES VOIES POSSIBLES D'UN COMPROMIS.

SUR LE PREMIER POINT, LE GENERAL KAGAME A SOULIGNE QUE LES "INSINUATIONS" QUI PRETENDENT QUE LE FPR AURAIT A NOUVEAU DECLARE LA GUERRE SONT DENUEES DE FONDEMENT. LE FPR A DIT QUE LA SITUATION ACTUELLE EST DANGEREUSE ; LE CONFLIT AVAIT DES CAUSES PROFONDES. IL Y A ETE MIS FIN PARCE QUE LES ACCORDS D'ARUSHA, QUELLES QUE SOIENT LEURS IMPERFECTIONS, DONNAIENT UN CADRE ACCEPTABLE, QUI PERMETTRAIT ENSUITE D'ABORDER LES PROBLEMES DE FOND DU RWANDA. REMETTRE EN CAUSE CES ACCORDS RAMENE A LA SITUATION QUI ETAIT A L'ORIGINE DE LA GUERRE ET LES VIOLATIONS ONT DEJA ATTEINT DE TELLES PROPORTIONS QUE LE FRONT DOIT CONSIDERER SERIEUSEMENT LES MESURES A PRENDRE. MAIS IL EST CONSCIENT DU COUT D'UNE REPRISE DES HOSTILITES ET SOUHAITE QUE L'ON TROUVE LES MOYENS DE PROGRESSER, TOUT EN CONSTATANT QUE DE NOUVEAUX PROBLEMES SURGISSENT AU FUR ET A MESURE QUE DES QUESTIONS SONT RESOLUES.

DIFFUSION RESTREINTE

87

DIFFUSION RESTREINTE

TD_RIGALI_1994_00212.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

2

LE RETOUR DES DIRIGEANTS DU FPR A MULINDI EST LIE A DES PROBLEMES DE SECURITE ET AU SENTIMENT DE L'INUTILITE DE LEUR PRESENCE PERMANENTE DANS LA CAPITALE MAIS CERTAINS RESPONSABLES SONT RESTES SUR PLACE ET LES PERSONNALITES APPELEES A PARTICIPER AUX FUTURES INSTITUTIONS SONT PRETES A Y RETOURNER A TOUT MOMENT.

SUR LE FOND, LE DEBAT A ETE OUVERT PAR LE CONSEILLER DE M. BOOH-BOOH. CELUI-CI A INDIQUE QUE LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL VIENT DE RECEVOIR UNE PROPOSITION DU PRESIDENT HABYARIMANA. CELUI-CI SUGGERE DE METTRE EN PLACE LES INSTITUTIONS, EN LAISSANT DE COTE LE PORTEFEUILLE DE LA JUSTICE, QUI RESTE UN SUJET DE CONTENTIEUX ENTRE LES DEUX TENDANCES DU PARTI LIBERAL ET LE CAS ECHEANT UN AUTRE POSTE MINISTERIEL, SI LES DIVERGENCES AU SEIN DU MDR NE SONT PAS TOTALEMENT APLANIES. FACE A CETTE INITIATIVE, LA POSITION DU FPR RESTE AMBIGUE : D'UN COTE, IL AFFIRME QUE LA "LISTE LANDO" DES DEPUTES PL EST LA SEULE CAPABLE ET RECUSE TOUTE FORMULE AUTRE QUE L'ENTREE DE CES 11 DEPUTES A L'ASSEMBLEE NATIONALE DE TRANSITION, MAIS DE L'AUTRE IL DIT POUVOIR ACCEPTER LA MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS SANS LE PL, CE DERNIER DISPOSANT D'UN CERTAIN LAPS DE TEMPS POUR REGLER SES PROBLEMES. LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE A BESOIN D'UNE POSITION CLAIRE.

APRES DE LONGUES HESITATIONS ET LE RAPPEL DE SES POSITIONS DE PRINCIPE, LE FPR A FINI PAR CONFIRMER QU'IL PEUT ACCEPTER DE LAISSER PROVISOIREMENT DE COTE LE PL, EN LUI LAISSANT UN DELAI (15 JOURS A UN MOIS) POUR REGLER SES PROBLEMES. M. KANYARENGWE A AUSSI ADMIS QUE LE FPR, COMME LES AUTRES PARTIS, DEVRAIT ACCEPTER LA SOLUTION QUI SERAIT TROUVEE LE CAS ECHEANT AU SEIN DU PL. IL A TOUTEFOIS SOULIGNE QU'UN SIMPLE ACCORD ENTRE MM MUGENZI ET NDASINGWA, LES DIRIGEANTS DES DEUX FACTIONS DU PARTI "AVEUGLES PAR LEURS INTERETS PERSONNELS" NE SAURAIT ETRE CONSIDERE COMME SUFFISANT : CET ACCORD DEVRAIT AVOIR L'AVAIL DES MEMBRES DU PL.

PAR AILLEURS, LE FPR SE RESERVE LA POSSIBILITE DE RECUSER TEL OU TEL MINISTRE QUI SERAIT ISSU DU PL OU DU "MDR-POWER" ET QUI, AUX YEUX DU FRONT, SE SERAIT DISCREDITE EN METTANT EN CAUSE LES ACCORDS D'ARUSHA OU EN FAISANT APPEL A L'ETHNISME. M. KANYARENGWE A CITE MM MUGENZI (PL) ET KARAMIRA (MDR), EN PRECISANT QU'IL S'AGISSAIT D'EXEMPLES. M. MAZIMHAKA A RENCHERI : A LA LIMITE, C'EST TOUT LE "MDR-POWER", QUI N'EXISTAIT PAS A L'EPOQUE DE LA SIGNATURE DES ACCORDS D'ARUSHA, QUI DEVRAIT ETRE ECARTE DES INSTITUTIONS.

X X X

COMMENTAIRE : CET ENTRETIEN NE PERMET PAS D'EXCLURE L'HYPOTHESE D'UNE REPRISE DU CONFLIT, A L'INITIATIVE DU FPR. AU CONTRAIRE, CE DERNIER L'ENVISAGE MANIFESTEMENT AU NOMBRE DES OPTIONS POSSIBLES. SAUF PROVOCATION OU REPRISE DES MASSACRES, IL EST TOUTEFOIS PROBABLE QUE LE FPR PREFERE A CE STADE DONNER SES CHANCES A LA POURSUITE DES NEGOCIATIONS, TOUT EN RAPPELANT A CEUX QUI POURRAIENT ETRE TENTES DE CEDER AUX "INTIMIDATIONS" DU PRESIDENT QU'IL DISPOSE LUI AUSSI DE MOYENS COERCITIFS.

LA RECHERCHE D'UNE SOLUTION AU BLOCAGE ACTUEL RESTE ARDUE. LES PARTICIPANTS A LA RENCONTRE AVEC LE FPR, QUI SE SONT REUNIS A L'ISSUE DE CES ENTRETIENS, ONT LE SENTIMENT UNANIME QU'IL CONVIENT A CE STADE D'ESSAYER D'OBTENIR QU'UN DELAI SOIT FIXE AU PL POUR QU'IL REGLE SES DERNIERS PROBLEMES, A L'EXPIRATION DUQUEL LES INSTITUTIONS SERAIENT MISES EN PLACE SANS LUI.

UNE TELLE SOLUTION A DEJA ETE ECARTEE PAR LE CHEF DE L'ETAT. MAIS ELLE EST CONFORME AUX ACCORDS D'ARUSHA, QUI PREVOYAIENT UNE TELLE HYPOTHESE (ART. 58 DU PROTOCOLE SUR LE PARTAGE DU POUVOIR). DE PLUS, LA SITUATION POLITIQUE A EVOLUE DEPUIS LE MOMENT OU LE PRESIDENT HABYARIMANA S'Y ETAIT OPPOSE : D'UNE PART, L'ACCORD TROUVE LE 27 FEVRIER RAFFERMIT SA SITUATION EN L'ASSURANT QUE LES POSTES REVENANT AU MDR NE SERONT PAS TOUS DEVOLUS AU FUTUR PREMIER MINISTRE,

DIFFUSION RESTREINTE

DIFFUSION RESTREINTE

TD_KIGALI_1994_00212.txt

Wed May 20 21:17:56 2020

3

DONT IL SE MEFIE, MAIS QUE LE "MDR-POWER" EN AURA UNE PART. D'AUTRE PART, DES PROGRES ONT ETE REALISES AU SEIN DU PL ET, SI LA QUESTION DU MINISTERE DE LA JUSTICE EST REGLEE, LA TENDANCE MUGENZI PEUT ESPERER AVOIR 5 SIEGES A L'ASSEMBLEE.

DANS UNE TELLE HYPOTHESE, IL RESTERAIT A VAINCRE LES OBJECTIONS DU FPR : SI CELUI-CI CONSTATAIT QUE LES ACCORDS TROUVES AU SEIN DU MDR ET DU PL NE LUI PERMETTENT PAS DE DOMINER ENTIEREMENT LES INSTITUTIONS, IL NE MANQUERAIT PAS ALORS DE LES METTRE EN CAUSE, EN ATTAQUANT SOUS DIVERS PRETEXTES LES PERSONNALITES PRESENTIEES ET EN DENIANT TOUTE REPRESENTATIVITE A M. NDASINGWA, S'APPUYANT POUR CELA SUR DE NOUVELLES DISSIDENCES AU SEIN DU PL.

LES PROPOS DU GENERAL KAGAME NE LAISSAIENT EN EFFET AUCUN DOUTE SUR SA VISION DE LA TRANSITION : NON SEULEMENT LE PRESIDENT HABYARIMANA EN SERA REDUIT A "INAUGURER LES CHRYSANTHEMES", MAIS MEME POUR CE FAIRE IL AURA BESOIN D'UNE AUTORISATION.

MARLAUD

DIFFUSION RESTREINTE